

RÉPONSES AUX QUESTIONS DE RÉPÉTITION

SCIENCES ÉCONOMIQUES,

Secondaire II et formation continue

Document mis à disposition
par les Presses polytechniques
et universitaires romandes

Chapitre 1

1 *Quels sont les cinq paramètres macroéconomiques permettant d'évaluer la situation économique d'un pays?*

- Prospérité économique
- Bas taux de chômage
- Stabilité des prix
- Stabilité du secteur financier
- Durabilité des finances publiques

2 *Quelle est la situation de la Suisse en comparaison internationale en matière de prospérité économique?*

La Suisse se trouve dans le haut du classement en termes de prospérité, même en comparaison avec des États riches. Quelques pays comme la Norvège ont un PIB (par individu, corrigé du pouvoir d'achat) plus élevé que la Suisse.

3 *Quelle est la situation de la Suisse en comparaison internationale en matière de chômage?*

Le taux de chômage est depuis les années 1990 un peu plus élevé qu'auparavant, mais reste très bas en comparaison internationale. Peu de pays ont un taux de chômage aussi bas que celui de la Suisse.

4 *Quelle est la situation de la Suisse en comparaison internationale en matière de stabilité des prix?*

Depuis le début des années 1990 règne, en Suisse et dans la plupart des États développés, une bonne stabilité des prix. Parmi ces pays, la Suisse appartient au groupe de tête et fait preuve d'une stabilité remarquable.

5 *Mentionnez les trois principaux domaines étudiés en économie et donnez pour chacun un exemple approprié tiré de votre quotidien.*

L'économie se préoccupe des objets d'analyse suivants :

- Les décisions des personnes individuelles
Exemples possibles : est-ce que je souhaite passer ma soirée à étudier ou sortir en ville ? Quel abonnement de téléphonie mobile dois-je choisir ? Quelle entreprise dois-je rejoindre si je reçois deux offres de travail ?
- L'interaction des individus sur les marchés
Exemples possibles :
Je participe à une enchère en ligne sur Ricardo ou Ebay pour un disque vinyle de collection. Je postule auprès de différentes entreprises et leur propose ainsi ma force de travail. Durant mes vacances en Italie je négocie le prix d'un collier de coquillages auprès d'un vendeur ambulant.
- L'économie dans son ensemble
Exemples possibles :
Quelle est l'importance de l'inflation cette année ? Cette information est importante pour que je puisse étayer ma demande d'augmentation lors de mon prochain entretien avec mon chef. / Quel est le cours de change avec l'Euro actuellement ? Cette information m'est indispensable pour évaluer les coûts de mes prochaines vacances en Italie.

Chapitre 2

- 1 Expliquez pourquoi l'expression « Le temps, c'est de l'argent » a tout son sens en économie. Utilisez la notion correspondante.

Le temps que je consacre à une tâche représente, du point de vue économique, un coût d'opportunité. Si, par exemple, je me décide à travailler bénévolement dans mon club de football, le temps investi n'est pas gratuit mais occasionne un coût d'opportunité. Durant ce temps, j'aurais par exemple pu donner un cours d'appui et gagner 25 francs par heure.

- 2 a) Que postule la loi de l'utilité marginale décroissante ? Expliquez.

La loi de l'utilité marginale décroissante prédit que plus on consomme un bien, plus l'utilité que procure une unité supplémentaire de ce bien diminue. Si nous désirons manger du chocolat, la première rangée de carrés nous procure une grande utilité. Mais chaque rangée consommée diminuera l'utilité, voir la rendra négative lorsque nous souffrirons de maux de ventre pour en avoir trop mangé.

b) Un avocat gagnant bien sa vie lance une pièce de cinq francs dans le chapeau d'un musicien de rue. Bien qu'il ne s'agisse que d'un transfert d'argent d'une personne à l'autre, celui-ci peut être de nature à accroître l'utilité dans son ensemble. Expliquez pourquoi.

La loi de l'utilité marginale décroissante vaut aussi pour les revenus. Plus nos revenus sont élevés, plus chaque franc supplémentaire gagné perd en utilité. Donc, si un avocat bien payé donne 5 francs à un musicien de rue, probablement assez pauvre, alors la perte d'utilité pour l'avocat est plus petite que le gain d'utilité pour le musicien de rue. Par conséquent, cette transaction amène un gain d'utilité pour toute la société.

- 3 La récolte de pommes a été mauvaise et leur prix a fortement augmenté. En conséquence, la quantité demandée a nettement diminué.

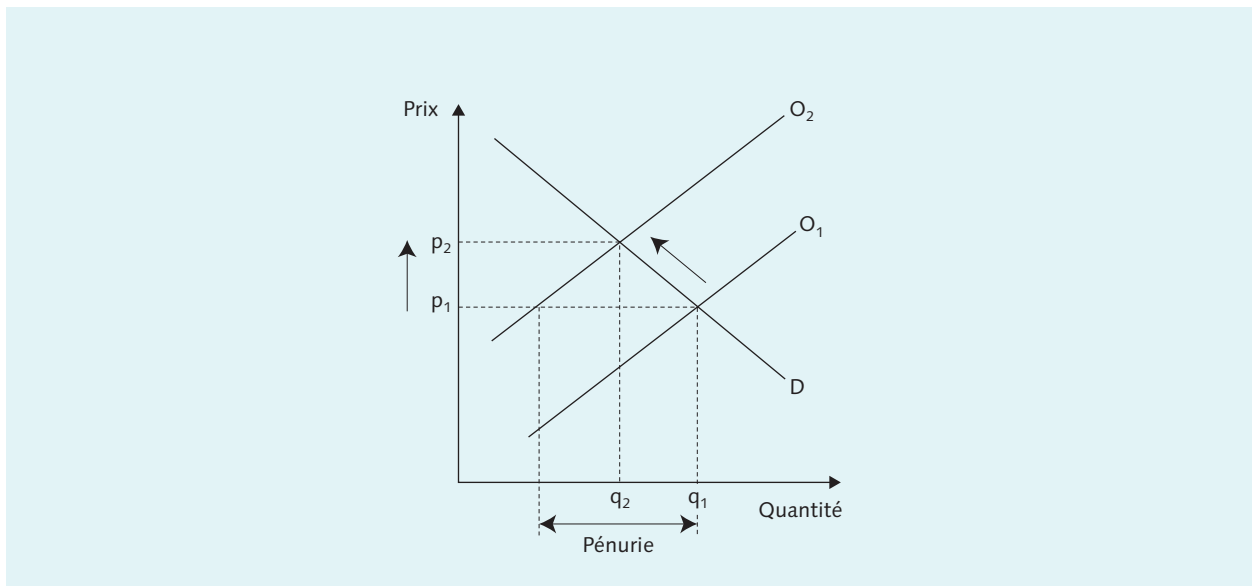
a) La situation évoquée entraîne-t-elle le déplacement de la courbe de la demande dans son ensemble ou un déplacement sur cette courbe ?

La conséquence d'une mauvaise récolte est le déplacement à gauche de la courbe de l'offre. Car, en raison d'une récolte plus faible, les producteurs doivent réduire la quantité proposée pour un même prix. La demande, en revanche, n'est pas touchée par la mauvaise récolte. C'est pour cette raison que la mauvaise récolte résulte en un nouvel équilibre de marché sur la courbe de la demande. Il se produit donc un mouvement le long de la courbe de la demande.

b) Illustrez ces changements par un graphique mettant en relation le prix et la quantité et décrivez étape par étape le passage de l'ancien équilibre au nouveau.

Processus d'adaptation

1. L'offre de pommes se réduit en raison de la mauvaise récolte. La courbe de l'offre se déplace vers la gauche et vers le haut (de O_1 à O_2).
2. Pour le prix actuel p_1 , la demande en pommes dépasse l'offre. La demande est excédentaire.
3. C'est pourquoi les demandeurs sont disposés à payer un prix plus élevé par pomme, ce qui incite les offreurs à proposer plus de quantité.
4. Ce processus d'adaptation se poursuit jusqu'à ce que s'établisse le nouvel équilibre de marché au point p_2 . À ce prix s'échange la quantité demandée (q_2).



- 4 Énumérez les principaux facteurs qui peuvent entraîner un déplacement de la courbe de la demande, et ceux qui peuvent entraîner un déplacement de la courbe de l'offre.

Les facteurs déplaçant la courbe de la demande sont la modification :

- du revenu du demandeur,
- du nombre de demandeurs,
- du prix des biens de substitution,
- du prix des biens complémentaires,
- des préférences.

Les facteurs déplaçant la courbe de l'offre sont la modification :

- du prix des intrants, donc des coûts de production,
- de la productivité,
- du prix des substituts dans la production,
- du nombre d'offreurs.

- 5 Prenons un marché sur lequel le prix du marché est inférieur au prix d'équilibre.

a) Quelle notion utilise-t-on pour désigner une telle situation ?

Il s'agit d'une situation de pénurie, vu que la quantité demandée dépasse la quantité offerte.

b) Pourquoi une telle situation ne peut perdurer ? Décrivez les étapes qui conduisent au rétablissement du prix d'équilibre sur le marché.

Un marché a toujours tendance à se mouvoir vers son point d'équilibre. Un déséquilibre, comme en cas de pénurie ou d'offre excédentaire, ne peut persister.

Processus d'adaptation : lors d'une pénurie, les demandeurs affichent une volonté de proposer un prix plus élevé pour acquérir le même bien. Les fournisseurs élargissent ainsi leur offre en conséquence. Ce processus se poursuit jusqu'à l'atteinte de l'équilibre du marché, où les quantités demandées et offertes concordent.

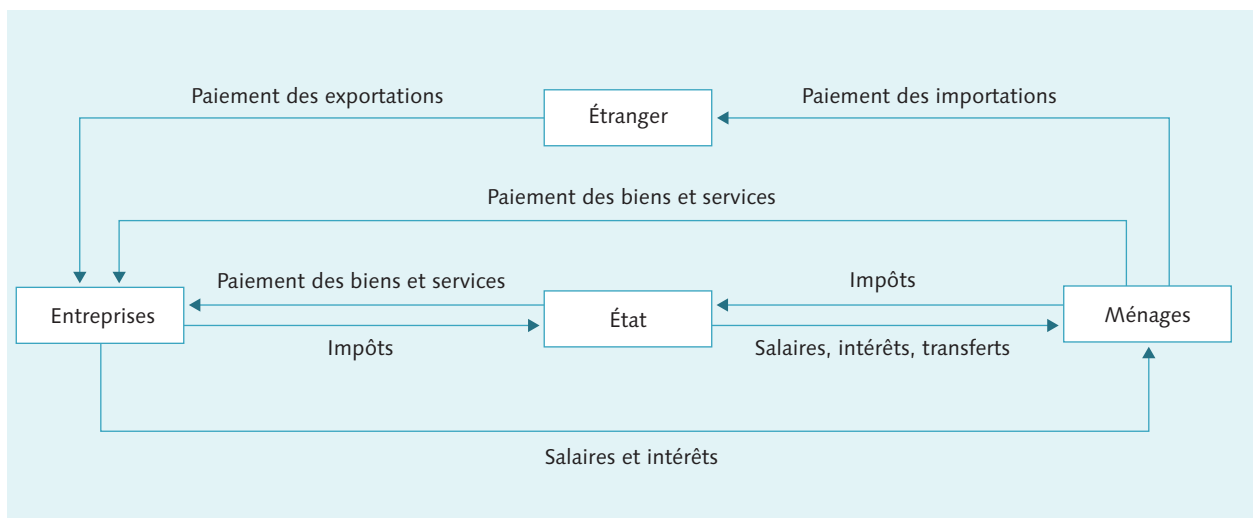
- 6 Le concept d'élasticité est central en microéconomie. Citez quelques facteurs influençant l'élasticité de la courbe de la demande.

Les facteurs importants qui influent sur l'élasticité de la courbe de la demande sont :

- La disponibilité de biens de substitution : si les consommateurs peuvent transférer leur demande sur un autre bien comparable, alors la demande réagira fortement aux modifications de prix, et la courbe de la demande sera d'autant plus élastique.
- L'« indispensabilité » du bien : la demande pour des aliments de base tels que le pain sera moins élastique que celle pour des biens « dispensables » tels que les biens de luxe comme le caviar.

- 7 Dans le circuit économique, les transactions entre agents interviennent en général sur des marchés (marchés des biens, des capitaux ou du travail). Indiquez, pour chacun des flux monétaires représentés dans le circuit économique élargi, sur lequel des marchés précités les transactions ont lieu.

Flux monétaires au sein du circuit économique élargi :



Flux monétaires	Flux de biens et ressources	Marché
paiements pour exports	biens et services	marché des biens
paiements pour imports	biens et services	marché des biens
paiements pour biens et services	biens et services	marché des biens
paiements pour biens et services	biens et services	marché des biens
impôts	prestations étatiques*	**
impôts	prestations étatiques*	**
salaires	travail	marché du travail
intérêts	capital	marché du capital
transferts	***	***
salaires	travail	marché du travail
intérêts	capital	marché du capital

* À l'inverse des autres flux monétaires, il n'existe pas de contrepartie directe aux impôts en termes de flux de biens et ressources. Nous ne payons pas nos impôts directement en faveur de prestations clairement définies.

** Les prestations étatiques ne sont pas diffusées via un marché.

*** Les transferts sont définis comme des prestations monétaires étatiques sans contrepartie directe. C'est pourquoi les transferts ne correspondent, ni à un flux de biens et ressources, ni à un marché.

Chapitre 3

- 1 a) Citez les deux principales différences entre l'économie de marché et l'économie planifiée.

Les différences principales entre une économie de marché et une économie planifiée sont les suivantes :

- Propriété des biens de production : dans l'économie planifiée, ils (les terrains, les fabriques) appartiennent à l'État. La propriété privée y est fortement restreinte. Dans l'économie de marché, ils appartiennent majoritairement à des privés.
- Emploi des ressources : dans l'économie planifiée, c'est une autorité de planification centrale qui en décide. Dans l'économie de marché, ce sont les mécanismes de prix qui déterminent une allocation efficiente des ressources.

b) Mentionnez trois problèmes insurmontables qui font que l'économie planifiée est un moins bon système que l'économie de marché.

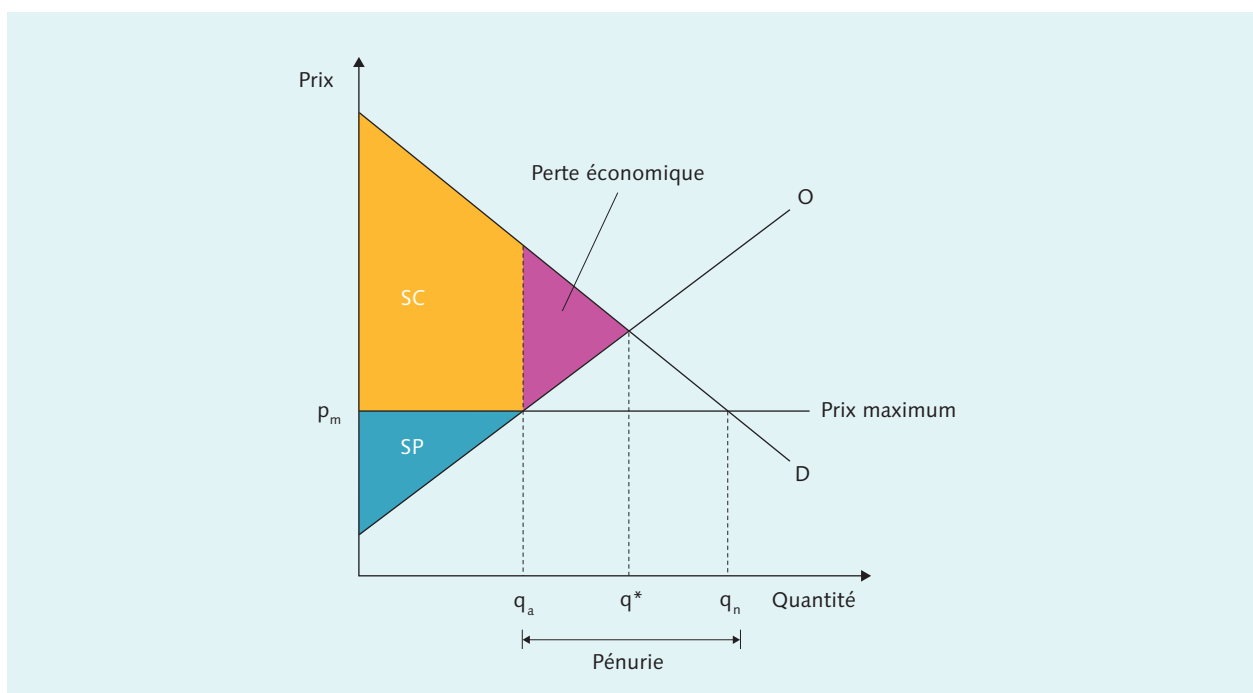
Trois problèmes insurmontables auxquels est confrontée l'économie planifiée :

- Problème de l'information : une autorité de planification n'est pas en mesure de collecter toutes les informations pour opérer une allocation efficiente des ressources.
- L'autorité de planification est soumise à des intérêts propres et est, en raison de sa position centrale, sujette à la corruption et à l'abus de pouvoir.
- Les citoyen-ne-s ne sont que peu incités à la performance individuelle, car les gains financiers sont limités par les restrictions en matière de propriété privée.

- 2 Une hausse massive du prix du pain a incité le gouvernement à fixer un prix maximum pour cette denrée essentielle.

a) Reportez la situation décrite dans un schéma de l'offre et de la demande et dessinez la perte de bien-être.

Effets économiques d'un prix maximum :



b) Pourquoi la fixation d'un prix maximum empêche-t-elle des transactions qui seraient profitables aux consommateurs et aux producteurs ? Étapez votre réponse.

Lorsqu'un prix maximum se situe en dessous du prix d'équilibre, la demande surpasse la quantité offerte. Il se forme alors une « file d'attente » pour le bien en question. Cette mesure empêche des transactions avantageuses pour les deux parties, car l'offre est artificiellement réduite. Il existe des demandeurs qui sont prêts à payer plus que le prix maximum. À ce prix d'équilibre, les offreurs pourraient produire une plus grande quantité et l'écouler sur le marché. Le nombre de transactions devrait augmenter, celles-ci étant par définition avantageuses pour les deux parties. Sinon elles n'auraient pas lieu.

c) Le prix maximum est destiné à protéger les consommateurs contre les effets d'un prix du pain élevé. Son introduction améliore-t-elle le surplus des consommateurs ou nuit-elle au contraire à leurs intérêts ?

Le prix maximum profite aux consommateurs sur le dos du producteur. La rente du consommateur s'élève alors que la rente du producteur baisse. Si le prix maximum dépasse un certain seuil, alors la quantité offerte baisse de tel niveau que la rente du consommateur baisse également. Bien que les quelques heureux demandeurs ayant pu obtenir au prix maximal profitent d'une rente importante, tous les autres demandeurs rentrent les mains vides et n'obtiennent donc aucune rente de consommateur. Si le deuxième effet (les transactions sont empêchées) est plus fort que le premier (rente croissante pour les acheteurs), alors le prix maximum aura également un effet négatif sur les consommateurs.

3 a) Citez les quatre formes que peut prendre une défaillance du marché.

On distingue quatre formes de défaillance du marché :

- le pouvoir de monopole,
- les effets externes,
- les biens publics,
- les informations asymétriques.

b) L'ouverture du marché agricole d'un pays à la concurrence internationale provoque la disparition de nombreuses exploitations, incapables de rivaliser avec les prix étrangers. Dans cet exemple, s'agit-il d'une défaillance du marché ? Si oui, de quelle sorte de défaillance du marché s'agit-il ? Justifiez votre réponse.

Souvent, certains cas où le marché libre et le système de prix, ayant conduit à des résultats politiques ou sociétaux non désirables, sont à tort désignés comme défaillance du marché. Or les défaillances existent seulement lorsque les prix ne signalent plus une réelle rareté, ou lorsque les acteurs sont empêchés de réagir à un signal de prix correct. Dans ce contexte, le déclin de l'agriculture se rapporte à une modification des prix relatifs. Ces prix reflètent – après l'ouverture du marché intérieur – la rareté des biens agricoles sur le marché mondial. Face à ces nouveaux prix, les paysans abandonnent leur exploitation. Ils ne sont donc pas empêchés de réagir. Pour cette raison, il ne s'agit pas d'une défaillance du marché, mais tout au plus d'un résultat de marché qui n'est socialement pas désiré. Ce résultat de marché doit-il être accepté ou combattu ? Ceci est une question politique, et non économique.

- 4 a) Définissez les deux termes économiques « défaillance du marché » et « défaillance de l'État ». Quelles sont les différences ?

Définition de défaillance du marché : situation d'un marché incapable d'assurer une répartition efficiente des ressources.
 Définition d'un État en défaillance : État qui n'est notamment plus en mesure de corriger les redistributions inefficaces d'une économie de marché (*failed state*).

La différence principale entre les deux définitions réside dans la raison de la déficience. Dans le cas d'une défaillance du marché, les prix sont distordus et ne reflètent plus la rareté effective des biens ; c'est pour cette raison que l'allocation des ressources devient inefficace. Lors d'une déliquescence de l'État en revanche, de mauvaises incitations amènent les décideurs à ne pas, ou peu, combattre une défaillance du marché, ou même à contribuer à la dégradation de la situation. La défaillance du marché peut seulement être corrigée par une intervention étatique, alors qu'un État en défaillance nécessite des réformes institutionnelles du système politique et administratif.

- b) Pour quelles raisons peut-on en arriver à une défaillance de l'État ?

Un État est défaillant lorsque les acteurs politiques ne considèrent pas les intérêts économiques de la collectivité, notamment en luttant contre les défaillances du marché, mais poursuivent leurs intérêts personnels. Ce problème est analysé par l'économie politique, qui identifie les défaillances de l'État principalement à deux endroits :

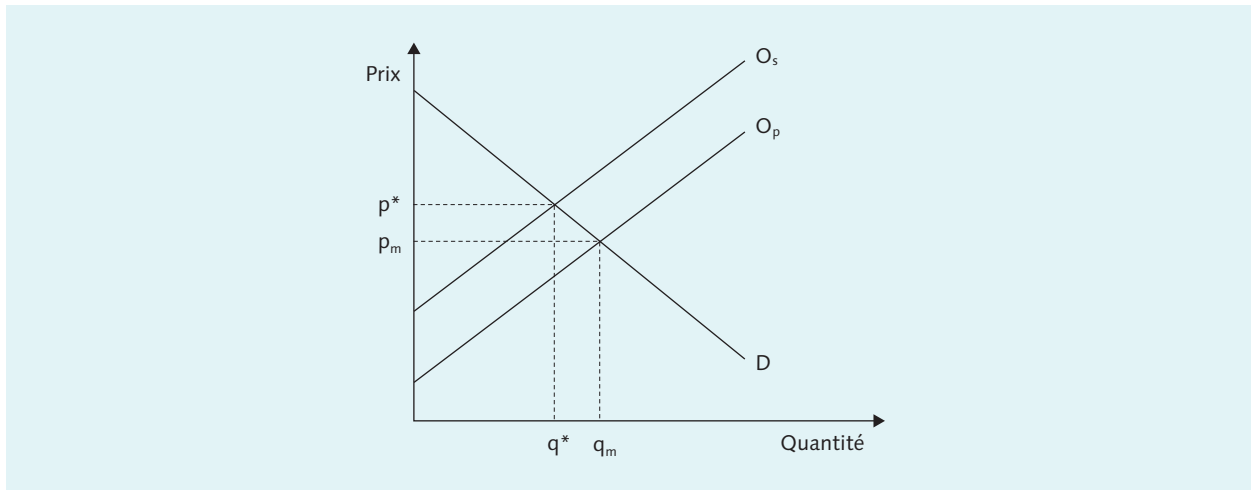
- les politiciens tout comme les employés de l'administration ne poursuivent pas que des objectifs collectifs, mais partiellement aussi leurs intérêts propres ;
- des groupes d'intérêt poursuivent par définition leurs propres intérêts et tentent, indépendamment du bien-être collectif, d'agir dans les processus politiques pour obtenir des avantages.

- 5 « Plus les individus sont concernés par une mesure politique, plus il est aisé d'organiser la défense de leurs intérêts dans le cadre d'un groupe d'intérêts. C'est par exemple le cas du TCS qui défend les intérêts de nombreux automobilistes. » Commentez cette affirmation.

La capacité de l'organisation en intérêts dépend essentiellement de l'intensité avec laquelle un individu est touché par une mesure politique. C'est pourquoi les intérêts de petits groupes homogènes, fortement affectés par les mesures politiques, s'organisent plus facilement. L'affirmation de la question est donc plutôt erronée. De grands groupes hétérogènes, dont les membres sont peu affectés par les mesures politiques, s'organisent s'il existe des incitations à le faire. Le TCS, par exemple, propose un service de dépannage pour inciter les individus à le rejoindre.

- 6 a) À l'aide du schéma de l'offre et de la demande, expliquez pourquoi une externalité négative entraîne une production et une consommation supérieures à l'optimum du point de vue du bien-être économique global.

Externalité négative :



Lors d'externalités négatives, la courbe de l'offre O_p , qui ne comprend que les coûts privés des entreprises, se situe à droite de la courbe de l'offre efficiente O_s , qui inclut les coûts externes pour la société dans son ensemble. Sans intervention étatique, la consommation et la production de ces biens à externalité négative serait trop grande et se situerait à la quantité q_m plutôt que q^* .

- b) Quels instruments d'économie de marché permettent d'internaliser les effets externes dans le domaine de l'environnement ?

Les deux instruments permettant d'internaliser les effets externes dans une économie de marché sont :

- les taxes d'incitation,
- les certificats environnementaux.

Chapitre 4

- 1 a) *Pour évaluer la prospérité d'un pays et la comparer à celle d'autres pays, on utilise généralement le PIB réel par habitant. Quels sont les inconvénients du PIB en tant qu'indicateur de prospérité ?*

Pour mesurer la prospérité, le PIB a les inconvénients suivants :

- le PIB par tête renseigne sur la prospérité moyenne dans un pays, mais non sur la manière dont cette prospérité est répartie dans le pays ;
- le PIB ne mesure que la création de valeur qui émane des transactions de marché ;
- le PIB mesure la création de valeur, mais pas la perte de valeur qui aurait pu survenir en amont. Par exemple, une opération après un accident de ski induit une augmentation du PIB.

b) *Pour quels motifs le PIB est-il tout de même, et de loin, l'indicateur de prospérité le plus utilisé ?*

Les principaux avantages du PIB sont les suivants :

- le PIB est mesurable, au contraire d'autres concepts de prospérité ;
- le calcul du PIB est standardisé et permet les comparaisons internationales ;
- le PIB est fortement lié à des concepts de prospérité difficilement mesurables tels que la « qualité de vie ».

- 2 *Pourquoi, lorsqu'on calcule le PIB, retire-t-on les importations des exportations ?*

Le PIB mesure la création de valeur des biens et services produits dans un pays. Les biens exportés font croître le PIB, vu qu'ils sont produits dans le pays. Mais une grande partie du revenu de ces exportations retourne à l'étranger pour financer les importations. Vu que les biens et services sont produits à l'étranger, leur valeur doit être déduite de la valeur des exports. Les exportations nettes sont donc déterminantes pour le calcul du PIB net.

- 3 a) *Il n'y a que deux manières d'augmenter le PIB par habitant. Nommez ces deux sources de croissance.*

Le PIB d'une économie augmente si :

- le taux d'activité augmente (plus d'heures de travail) ;
- la productivité augmente (plus de création de valeur par heure de travail).

b) *Évaluez la situation en Suisse. Laquelle de ces deux sources recèle le potentiel de croissance le plus important ? Développez.*

Comparé aux autres pays, le taux d'activité en Suisse est relativement haut. Le taux d'activité est de 68,4% en 2017. La Suisse présente néanmoins un potentiel d'amélioration dans le domaine du taux d'occupation des femmes (62,7), même si celui-ci est déjà élevé au niveau international. Pour cette raison, la cible d'amélioration doit être l'augmentation de la productivité du travail, qui ne connaît fondamentalement pas de limite grâce aux innovations techniques. C'est là que réside le principal potentiel de croissance de l'économie Suisse.

- 4 *Donnez votre avis à propos de cette affirmation : « La croissance économique atteindra un jour ses limites, car les ressources disponibles sont limitées. »*

Les ressources disponibles sur Terre (matières premières, sols, forces de travail) sont certes limitées, mais pas le « savoir ». Grâce au « savoir » et aux technologies, l'humain saura trouver des chemins pour combiner ces ressources limitées pour en produire toujours plus de valeur. Grâce au développement technologique, la croissance économique n'est en principe pas limitée.

- 5 a) *Pourquoi une économie entrée dans une phase de ralentissement a tendance à s'enfoncer dans la récession ?*

L'évolution de la conjoncture est agitée par des processus qui s'autoalimentent. Un ralentissement va influencer négativement sur les attentes des acteurs économiques. Les entreprises vont par exemple restreindre les investissements et les ménages réduire leur consommation. L'utilisation des capacités de production va ainsi baisser. Cela produit davantage de chômage, affaiblissant ainsi la consommation et renforçant encore le ralentissement.

b) *Quels mécanismes économiques, abstraction faite d'une politique conjoncturelle active, peuvent faire qu'une économie amorçe la reprise d'elle-même ?*

Aux côtés des mesures politiques existent aussi des mécanismes économiques qui peuvent freiner le cercle vicieux de la conjoncture et lui donner un nouvel essor :

- La baisse de la demande durant le ralentissement engendre à terme une baisse des prix. Ces prix bas sont nécessaires pour que les offreurs puissent continuer à écouler les biens matériels et services déjà produits. Ces prix bas peuvent, après un certain temps, stopper la tendance baissière et remettre la croissance sur les rails.
- Vu que les salaires nominaux sont fixés contractuellement pour une certaine durée, ils réagissent plus lentement à une baisse de la demande que le prix des biens et services. Un taux de chômage croissant sur la durée fera toutefois baisser les salaires, du moins les salaires réels. De bas salaires allègent les coûts de production des entreprises et incitent à augmenter la production et à réactiver l'engagement de personnel. Concomitamment à la demande renforcée, le système de prix peut donc à lui seul et à moyen terme relancer l'économie.

- 6 a) *Admettons que l'économie soit en récession. Quels sont les instruments conjoncturels qu'un État, banque centrale comprise, peut utiliser pour combattre la récession ?*

Les moyens politiques pour combattre une récession sont une politique fiscale expansive consistant à augmenter les dépenses étatiques et à baisser les impôts, ou une politique monétaire expansionniste de la banque centrale consistant à augmenter la masse monétaire et à baisser les taux d'intérêt.

b) *Quels mécanismes économiques, abstraction faite d'une politique conjoncturelle active, peuvent faire qu'une économie amorçe la reprise d'elle-même ?*

Les instruments de politique économique agissent de la manière suivante sur les quatre composantes de la demande que sont la consommation, les investissements, les dépenses étatiques et les exportations nettes :

- Une politique fiscale expansionniste : une baisse des impôts influe positivement sur le revenu disponible, et donc sur la consommation. Une augmentation des dépenses étatique fait directement croître cette composante de la demande.
- Une politique monétaire expansionniste : une augmentation de la masse monétaire baisse les taux d'intérêts et influe ainsi positivement sur les investissements. Par ailleurs, une augmentation de la masse monétaire dévalue la devise indigène et augmente les exportations nettes.

7 *Quels sont les problèmes qui peuvent surgir dans la mise en œuvre d'une politique anticyclique ?*

Les politiques conjoncturelles anticycliques présentent deux principaux problèmes :

Premièrement, toute politique conjoncturelle anticyclique a des effets à retardement. Ceux-ci se classent en trois catégories :

- la reconnaissance tardive que des mesures étaient nécessaires,
- le report de décision et de mise en œuvre de mesures politiques,
- le retardement des effets des mesures prises sur la conjoncture.

Deuxièmement, les politiques conjoncturelles anticycliques induisent des incitations politiques problématiques. Car pour les politiciens, il peut s'avérer attrayant de mener une politique fiscale généreuse en période de récession, mais moins de mener une politique fiscale restrictive en période de haute conjoncture. Quel politicien osera défendre des hausses d'impôts et une discipline en matière de dépenses lorsque l'économie va bien ? Cette asymétrie dans les incitations politiques conduit à ce que les déficits en période de récession ne soient pas compensés par les bénéfices en période de bonne conjoncture, ce qui a pour effet d'alourdir l'endettement de l'État. L'autre danger est que l'économie soit constamment surstimulée, ce qui pourrait attiser l'inflation.

Chapitre 5

1 a) Définissez les indicateurs suivants : taux de chômage, taux d'activité et taux d'actifs occupés.

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Il mesure la part de personnes prêtes à travailler qui ne trouvent pas de poste.

Le taux d'activité est le rapport entre la population active et la population âgée de 15 ans jusqu'à l'âge de la retraite.

Le taux d'actifs occupés est le rapport entre les personnes réellement occupées et la totalité de la population âgée de 15 ans jusqu'à l'âge de la retraite.

b) Précisez pour chacun de ces taux la situation de la Suisse en comparaison internationale.

Taux de chômage : comme le montre la figure 1.4 du chapitre 1, le taux de chômage standardisé se situe à un niveau très bas au niveau international.

Le taux d'activité (presque 85%, voir figure 5.4) et le taux d'actifs occupés (près de 81%, voir figure 4.13) occupent un classement de tête au niveau international.

2 a) Quelles sont les trois différentes formes de chômage ?

Les économistes distinguent les chômages conjoncturel, frictionnel et structurel. La somme des deux dernières formes est également nommée : taux de chômage incompressible.

b) Expliquez pour chacune les mesures de politique économique permettant de la combattre.

Les politiques économiques peuvent combattre les différentes formes de chômage de la manière suivante :

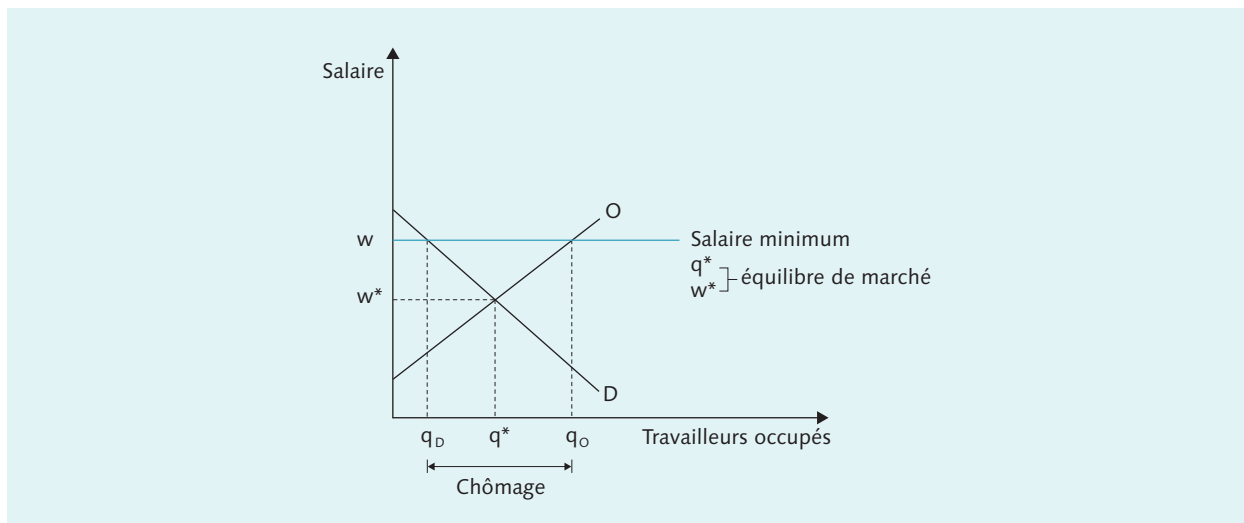
- chômage conjoncturel : cette forme de chômage apparaît lors d'une récession. Pour la combattre, l'État met en place des mesures qui redonneront de la vigueur à une économie qui s'essouffle, c'est-à-dire une politique monétaire expansionniste de la banque centrale, et une politique fiscale expansionniste de l'État.
- chômage frictionnel : l'État ne peut éviter que se forme un certain chômage lié à la recherche d'emploi. Elle peut le réduire en incitant diversement les acteurs du marché du travail à être le plus transparent possible.
- chômage structurel : l'élimination ou la simplification des régulations du marché du travail peut contribuer à réduire le chômage structurel. Ces régulations peuvent être les salaires minimum, les conventions salariales centralisées, les protections contre le licenciement ou les restrictions en matière de temps de travail. Par ailleurs, un bon système étatique et privé de formation (continue) a également un effet positif sur cette forme de chômage.

c) Quel est le niveau de chômage conjoncturel lorsque l'économie se situe sur la droite à 45° de la courbe de Beveridge ? Justifiez.

Sur la ligne à 45° de la courbe de Beveridge, les postes vacants et le nombre de chômeurs sont en équilibre. Il ne reste donc que le taux de chômage incompressible, c'est-à-dire le chômage structurel et frictionnel. Sur la ligne à 45°, l'économie se trouve dans une sorte d'équilibre conjoncturel, sans chômage conjoncturel.

- 3 Dessinez un diagramme pour le marché du travail d'un secteur spécifique et reportez le point d'équilibre du marché à l'intersection de la courbe de l'offre et de la courbe de la demande.

a) Un salaire minimum supérieur au salaire d'équilibre a été fixé pour ce marché dans le cadre d'une convention collective de travail. Représentez cette situation dans le diagramme et décrivez-en les conséquences de manière détaillée.



Au salaire minimum, les entreprises ne sont prêtes à occuper que le nombre q_o de travailleurs. Mais vu que le nombre q_A d'individus est prêt à offrir ses services pour ce salaire minimum, il se crée du chômage à hauteur de la différence $q_A - q_o$. À l'équilibre de marché le salaire serait plus bas, mais n'aurait pas comme conséquence un chômage non volontaire.

b) Qu'est-ce qui change si le salaire minimum est inférieur au salaire d'équilibre ?

Si le salaire minimum est en dessous du salaire d'équilibre, alors ce premier sera sans effet. Car à ce salaire, la demande de main-d'œuvre excède l'offre (pénurie de main-d'œuvre) et le salaire augmenterait jusqu'à s'établir à l'équilibre de marché. La situation où le salaire minimum s'établit à un niveau trop bas se retrouve dans plusieurs pays industrialisés. Car le dilemme est clair : si l'on souhaite un salaire légal minimum acceptable, alors on risque que certaines personnes mal qualifiées ne trouvent pas de travail ; s'il est fixé trop bas, alors la mesure reste sans conséquence.

- 4 Au chapitre 2, vous avez vu avec l'« effet cobra » que tenir insuffisamment compte de l'effet incitatif d'une mesure sur les acteurs économiques concernés peut aggraver le problème que la mesure était censée résoudre.

a) Dans quelle mesure un salaire minimum élevé ou des prestations de chômage généreuses peuvent-ils avoir un tel effet ?

Les allocations-chômage ont pour but de limiter les conséquences financières du chômage. Mais si elles sont trop généreuses, elles peuvent réduire l'incitation à retrouver un poste rapidement. Dans ce cas, le problème à résoudre – c'est-à-dire le chômage – est en réalité accentué.

Les salaires minimaux ont pour but de protéger les personnes peu qualifiées de salaires trop bas. Si les salaires minimaux sont trop hauts (c'est-à-dire au-delà du salaire d'équilibre), alors c'est justement la main-d'œuvre la plus faiblement qualifiée qui est empêchée de trouver un travail, vu que la demande en main-d'œuvre au salaire minimum est plus basse que celle au salaire d'équilibre (voir question 3).

b) Décrivez la réglementation du marché du travail en Suisse et les différences avec celles de nos proches voisins (en particulier l'Allemagne et la France).

Le marché du travail en Suisse est très peu régulé en comparaison internationale. Au contraire des pays voisins, il n'existe en Suisse pas de salaire minimum national ou de conventions tarifaires généralisées. La protection contre le licenciement est faible, l'assurance-chômage incite fortement au retour à l'activité professionnelle et la durée du temps de travail est peu limitée.

- 5 *Donnez votre avis au sujet de l'affirmation suivante: « En Chine, les salaires des ouvriers sont si bas que pour l'industrie suisse et ses hauts salaires, la délocalisation de toutes les étapes de la production vers l'Asie n'est qu'une question de temps. »*

Ce qui est déterminant pour la compétitivité d'un lieu de production ne sont pas les salaires en tant que tels, mais les coûts unitaires des salaires. Ceux-ci sont définis en tant que coûts salariaux par unité produite et prennent également en compte la productivité des ouvriers. En Asie, les salaires sont effectivement très bas, mais également la productivité. Dans le cas de processus de production automatisables et qui nécessitent un personnel formé, la Suisse peut jouer ses avantages et rivaliser avec ces pays où la production est « bon marché ».

- 6 *« Au vu de l'automatisation croissante de la production (en particulier grâce à l'informatique et aux robots industriels), nous n'aurons bientôt plus assez de travail! » Quels arguments peut-on opposer à cette affirmation?*

Effectivement, dans certaines branches, l'augmentation de la productivité par l'emploi de machines (automatisation) ou de nouvelles technologies (informatisation) mène à des destructions de postes de travail. Mais ces gains de productivité sont reversés dans l'augmentation des revenus des travailleurs (augmentation des salaires), des producteurs (augmentation du revenu du capital) et des consommateurs (baisse des prix). Ces revenus restent dans le circuit économique et sont dépensés pour d'autres biens et services. Ainsi, des gains de productivité dans certaines branches amènent à la création de postes de travail dans d'autres branches.

- 7 *L'assurance-chômage suisse se compose d'un volet passif et d'un volet d'activation.*

a) Qu'entend-on par volet passif et par volet d'activation?

Le volet passif comprend le paiement d'une indemnité pour perte de salaire (allocation-chômage) durant le temps de chômage.

Le volet actif comprend principalement des mesures obligatoires qui ont pour but de maintenir l'employabilité des chômeurs et de les soutenir dans leur recherche d'un nouvel emploi.

b) Citez quelques-unes des mesures d'activation de l'assurance-chômage en Suisse.

Les mesures principales d'activation en Suisse sont :

- la formation continue, la reconversion et le subside pour la formation ;
- l'allocation d'initiation au travail ;
- la promotion du statut d'indépendant ;
- le subside salarial temporaire (gain intermédiaire).

Chapitre 6

- 1 a) Énumérez les principales catégories de coûts économiques occasionnés par l'inflation.

L'inflation induit, entre autres, les coûts économiques suivants :

- coûts de transaction
- coûts liés à l'insécurité
- distorsion des prix relatifs
- dommages subis par les créanciers
- dommages aux contribuables en raison d'une progression des impôts si les taux ne sont pas adaptés à l'inflation (en raison de son caractère progressif, la fiscalité augmente à un taux supérieur à l'inflation)

b) Pourquoi la lutte contre l'inflation a-t-elle également un coût ? Détaillez votre réponse.

La lutte contre l'inflation exige majoritairement des mesures qui mènent à une récession. Car l'arme la plus redoutable contre l'inflation est une politique monétaire restrictive, qui prévoit l'augmentation des intérêts et qui influence négativement la demande globale (voir aussi la réponse à la question 2a).

- 2 a) Quels sont les moyens de lutter contre l'inflation ?

Une politique monétaire restrictive permet de combattre l'inflation. Ce faisant, la banque nationale réduit la masse monétaire jusqu'à ce que les taux directeurs s'établissent au niveau annoncé. Les intérêts croissent car ils représentent le prix d'un prêt monétaire. Une masse monétaire plus basse réduit l'offre et mène à la croissance des taux d'intérêt. Des taux d'intérêt élevés ont un effet négatif sur la demande globale. Ceux-ci réduisent d'un côté l'investissement puisque les crédits deviennent plus onéreux, et de l'autre les exports puisqu'une politique monétaire restrictive fait monter la valeur de la devise nationale. Mais une récession permet de freiner l'inflation, car celle-ci fait baisser les prix et les salaires.

b) Pourquoi est-il plus difficile pour les responsables de la politique monétaire de lutter contre la déflation que contre l'inflation ?

L'effet d'une politique monétaire ne dépend pas des intérêts nominaux, mais des intérêts réels (intérêts nominaux diminués de l'inflation attendue). Le taux d'intérêt, que paient les demandeurs de crédit et que perçoivent les créanciers, perd de la valeur avec l'inflation. Les acteurs économiques considèrent l'inflation attendue dans leur décision concernant les crédits. Car, vu qu'en cas de déflation le taux de cette dernière doit être additionné au taux nominal (la déflation est une inflation négative), le taux réel est positif même si le taux nominal est de 0%. Dans la mesure où une banque centrale ne peut pas baisser les taux nominaux loin en dessous de 0%, elle ne peut pas autant agir sur les taux réels que le demanderait la lutte contre la déflation. Ce problème ne se pose pas dans la lutte contre l'inflation, la banque centrale pouvant, en théorie, augmenter les taux nominaux indéfiniment.

- 3 Dans un pays donné, d'importants gains de productivité et une concurrence accrue dans le commerce de détail ont entraîné une baisse significative des prix des denrées alimentaires. S'agit-il des signes avant-coureurs d'une déflation ? Argumentez.

Pour la déflation prévaut le même principe que pour l'inflation : une baisse unique de prix qui se limite à un certain secteur n'est pas une déflation. De plus, la déflation survient dans les phases où la demande globale baisse, marquées par la récession. L'exemple donné dans la question n'est donc pas un problème. Car la raison de la baisse des coûts et des prix

n'est pas une baisse de la demande globale, mais bien une augmentation de la productivité dans un secteur particulier, qui amènera un regain de croissance.

- 4 À l'aide de l'équation quantitative, expliquez pourquoi une croissance de la masse monétaire supérieure à la croissance économique crée de l'inflation à long terme.

L'équation de quantité est définie comme suit :

$$P \text{ (niveau des prix)} \times Q \text{ (PIB réel)} = M \text{ (masse monétaire)} \times V \text{ (vitesse de circulation de la monnaie)}$$

Le fait que la vitesse de circulation de la monnaie (V) soit constante est un postulat central dans cette argumentation. Si la masse monétaire M augmente plus fortement que le PIB réel Q, alors le niveau des prix doit augmenter pour le compenser dans l'équation. Une telle augmentation du niveau des prix P sur une longue durée correspond à une inflation.

- 5 a) Citez les trois principales fonctions de la monnaie.

L'argent sert :

- de moyen d'échange ;
- de réserve de valeur ;
- d'unité de mesure.

- b) Dans quelle mesure une inflation élevée entrave-t-elle ces trois fonctions ?

Une inflation nuit aux fonctions de l'argent de la manière suivante :

- Moyen d'échange : cette fonction est à peine touchée lors d'une inflation modérée. Par contre, une forte ou hyperinflation baisse la confiance en la valeur de l'argent, et fait que les individus passent à une économie d'échange de biens.
- Réserve de valeur : cette fonction est fortement touchée lors d'une inflation, puisque les réserves perdent continuellement en valeur.
- Unité de mesure : en cas d'inflation, les prix augmentent certes en moyenne, mais la rapidité de la hausse diffère de bien en bien. C'est la raison pour laquelle les prix relatifs se modifient continuellement, ce qui complique la comparaison, et nuit à la fonction de l'argent comme unité de mesure.

- 6 Le taux de réserves obligatoires joue un rôle important dans la création de monnaie par les banques commerciales. Quelle est la relation entre ce taux et la masse monétaire ?

Plus le taux de réserves est bas, plus les banques peuvent créer de l'argent sous forme de crédits, et plus la masse monétaire en circulation grandit. Une baisse du taux de réserves obligatoires est aussi un moyen d'augmenter la masse monétaire d'un pays sans que la banque centrale doive émettre de monnaie. Cependant, ce moyen de politique monétaire n'est presque plus utilisé.

- 7 a) La plupart des banques centrales communiquent les mesures prises en matière de politique monétaire sous la forme d'un taux directeur, qu'elles « relèvent », « abaissent » ou « maintiennent ». Comment une banque centrale peut-elle influencer les taux par le biais d'une politique de marché ouvert ?

Vu que les taux d'intérêt se forment comme tout prix sur un marché, la banque centrale ne peut pas simplement prescrire un taux. Elle peut en revanche édicter un taux directeur sur lequel elle maintient le cap par des politiques appropriées de marché ouvert. Si la banque rehausse le taux directeur, elle conduira une politique de marché ouvert

restrictive jusqu'à ce que le taux atteigne le niveau visé : vente d'actifs sur les marchés financiers → baisse de la masse monétaire → baisse de l'offre monétaire → hausse des taux d'intérêt.

b) Pourquoi est-il important que la banque centrale soit indépendante du gouvernement ?

Les politiciens peuvent être intéressés à influencer la banque centrale pour les raisons suivantes :

- influencer la conjoncture pour des raisons politiques, par exemple pour augmenter les chances de réélection ;
- utiliser la banque centrale comme source de financement pour les dépenses étatiques par la création de monnaie.

Pour que ces tentations soient évitées et que la banque centrale puisse remplir légitimement sa mission principale de stabilité des prix, cette dernière doit rester indépendante du gouvernement, tant sur les plans formels et financiers que personnels.

8 *a) La stratégie de politique monétaire actuelle de la Banque nationale suisse cible un taux d'inflation compris entre 0 % et 2 %. Pourquoi l'objectif d'inflation de la BNS n'est-il pas de 0 %, ce qui correspondrait à une stabilité des prix absolue ?*

La BNS ne pratique pas une stabilité des prix absolue pour deux raisons : premièrement, une légère inflation est largement moins problématique qu'une légère déflation, ce en raison des dangers liés à la déflation (voire question 2b). Deuxièmement, l'index national des prix à la consommation (IPC) – base servant au calcul de l'inflation – surestime l'inflation réelle car l'IPC ne peut suffisamment tenir compte de l'augmentation de qualité des produits du panier-type.

b) Nommez et expliquez les trois principaux éléments de la stratégie de politique monétaire actuelle de la BNS.

Les trois éléments de la stratégie de politique monétaire de la BNS :

- La définition de la stabilité des prix : la stabilité des prix est garantie lorsque le taux d'inflation demeure entre 0 et 2 %.
- Le pronostic d'inflation : la BNS pronostique régulièrement l'évolution de l'inflation en admettant que tous les autres facteurs d'influence (en particulier la politique monétaire) restent identiques. Ainsi la BNS peut évaluer si elle doit modifier sa politique actuelle.
- Le taux d'intérêt à court terme comme but intermédiaire : le taux d'intérêt LIBOR franc suisse (CHF) à 3 mois sert de but intermédiaire et d'instrument pour la communication de la politique monétaire.

Chapitre 7

1 *Quelles sont les deux formes de financement par des capitaux étrangers accessibles aux entreprises ?*

Il y a deux possibilités pour les entreprises de se financer en capitaux étrangers, c'est-à-dire, en d'autres termes, de percevoir les économies des ménages : soit les entreprises perçoivent le capital directement de la part des ménages, soit le financement se déroule de manière indirecte via les banques.

2 *Expliquez la fonction de transformation des échéances exercée par les banques.*

La transformation des échéances est le cœur de métier des banques. Elles collectent d'importantes sommes d'épargne à court terme, puis les mettent à disposition des entreprises pour des projets d'investissement à long terme. Cela fonctionne car seule une part réduite des épargnants souhaitent retirer ses avoirs simultanément.

3 *Pourquoi un monde sans banques est-il pratiquement inconcevable ?*

Les banques sont très importantes dans une économie marquée par la division du travail. Sans les banques – à l'exception des quelques grandes entreprises qui se financent directement sur les marchés des capitaux – peu d'agents économiques auraient accès à des crédits. Les petites et moyennes entreprises rencontreraient beaucoup d'obstacles et de difficultés si elles devaient se procurer leurs capitaux étrangers directement sur les marchés financiers, c'est-à-dire auprès des ménages.

Premièrement, il serait difficile de convaincre les ménages de bloquer leur argent dans des projets d'investissement à long terme. En somme, ils souhaitent pouvoir récupérer leur épargne en tout temps, notamment en cas d'imprévu. Deuxièmement, identifier des entreprises avec des plans d'investissement et, surtout, juger de la qualité des projets serait extrêmement fastidieux pour les ménages. Troisièmement, investir étant plutôt risqué, les ménages qui auraient investi toutes leurs économies dans un seul projet courent le risque, au pire des cas, de tout perdre. Par conséquent, les ménages seraient évidemment très frileux avec ce type d'investissements directs.

Au vu de ces limites et difficultés, il apparaît évident que le financement direct serait unimaginable pour la plupart des petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire pour le 99% des entreprises. S'ajoute à cela que, sans les banques, il serait plus difficile pour les ménages d'obtenir de petits crédits pour leurs achats privés.

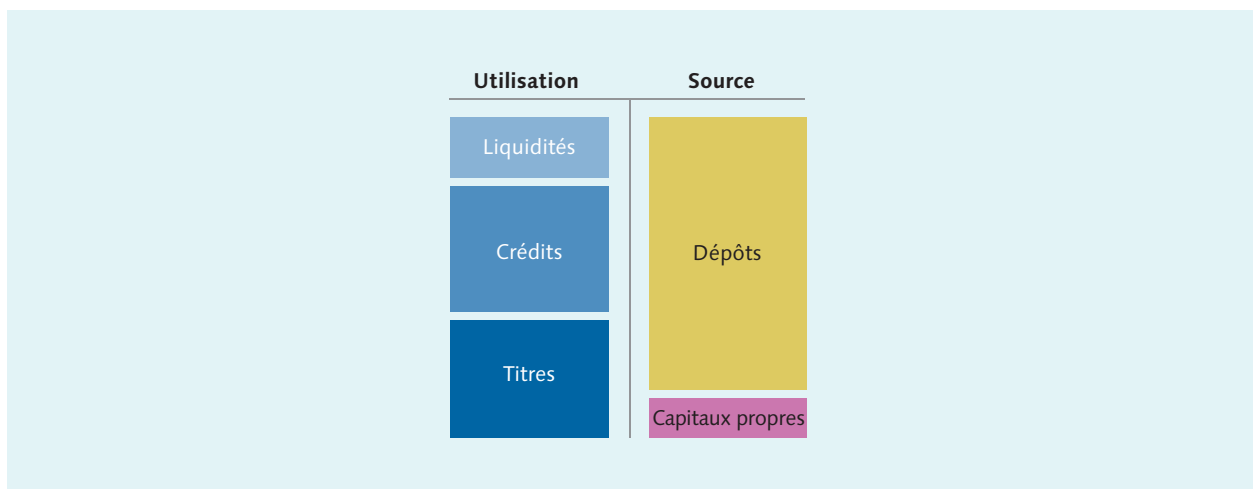
4 *Pourquoi la législation n'oblige-t-elle pas les banques à conserver la totalité des dépôts de la clientèle sous forme de liquidités ?*

Si les banques devaient conserver la totalité des dépôts de leurs clients sous forme de liquidités, ils ne pourraient pas exercer leur cœur de métier qui est l'octroi de crédit, autrement dit la transformation des échéances. Les avoirs détenus sous forme de liquidité sont onéreux pour les banques car ils ne rapportent pas d'intérêts.

Le modèle d'affaire des banques se base sur la supposition – raisonnable en temps normaux – que seule une petite partie des clients est susceptible de retirer ses avoirs simultanément. C'est la raison pour laquelle les banques sont habilitées à prendre le risque de ne pas pouvoir répondre à toutes les sollicitations de retrait potentielles en même temps.

- 5 À l'aide du bilan bancaire simplifié, expliquez pourquoi les risques de défaut de crédit peuvent rapidement constituer une menace pour les banques.

Le risque de défaut de crédit représente le risque que les débiteurs (emprunteurs) ne soient plus en mesure de payer les intérêts ou de rembourser les crédits. Si les débiteurs sont insolvable, alors l'argent est perdu pour la banque et le crédit doit être décompté. Dans ce cas, le crédit est soustrait de l'actif du bilan et le capital propre est réduit d'autant au passif du bilan. Comme expliqué dans le schéma ci-dessous, les crédits à l'actif sont en général bien plus volumineux que le capital propre. En cas de volume de pertes dépassant celui du capital propre, la banque devient insolvable puisque sa fortune propre ne permet plus de rembourser le capital étranger.



- 6 Décrivez la genèse d'une panique bancaire.

Les épargnants et déposants se mettent, pour une raison ou une autre, à douter de la capacité de paiement de leur banque et cherchent à retirer leurs avoirs à temps. Puisque la banque a placé une grande partie des avoirs, très rapidement les liquidités lui manquent pour rembourser les clients qui se ruent sur ses guichets.

- 7 Pourquoi le marché a-t-il besoin d'une surveillance macroprudentielle ?

Étant donné que les banques se financent mutuellement à court terme, elles sont fortement intriquées. La faillite d'une seule banque peut donc menacer tout le système financier. Pour prévenir de telles crises financières, l'État met en place des mesures pour sécuriser la stabilité du système bancaire dans son entier et pour éviter que les banques ne s'effondrent en entraînant d'autres dans le précipice.

- 8 Pourquoi la problématique too-big-to-fail constitue-t-elle une défaillance du marché ?

Si de grosses banques menacent de s'effondrer et que leur effondrement a des conséquences imprévisibles sur la société civile, alors les autorités sont de fait contraintes de maintenir ces banques en vie. Cette tension est intenable car une économie de marché se base sur le fait que des erreurs de gestion sont en dernier recours sanctionnées par la faillite de l'entreprise. Certaines grandes banques pourraient alors se comporter de manière trop risquée, comptant sur un sauvetage étatique en cas de problème.

Chapitre 8

1 Définissez les termes « taux d'endettement » et « quote-part de l'État », et expliquez comment la Suisse se situe en comparaison internationale selon ces deux indicateurs.

- Le taux d'endettement se définit comme la somme des dettes de l'État (Confédération, Cantons et communes) divisée par le Produit intérieur Brut nominal (PIB). Comme le montre la figure 1.7 dans le manuel, le taux d'endettement de la Suisse est très bas en comparaison internationale.
- La quote-part de l'État résulte des dépenses des administrations et des assurances sociales, mesurées en pourcents du PIB nominal. La quote-part de l'État est également très basse en comparaison internationale. Les données comparatives sont à trouver sur le site de l'administration fédérale des finances (AFF, www.efv.admin.ch). La Suisse, avec ses 33,6 % (2015), se trouve en bas du classement des États de l'OCDE.
- À noter qu'en termes tant du taux d'endettement que de la quote-part de l'État il existe parfois de grandes différences entre les chiffres de l'AFF et de l'OCDE. Ces différences sont à ramener à des définitions divergentes de ce qui doit être pris en compte dans la calculation. C'est la quote-part de l'État dont les délimitations suscitent le plus grand débat : tandis que l'AFF inclut les montants pour l'AVS, l'assurance invalidité, l'assurance perte de gain et l'assurance chômage, elle exclut les coûts de l'assurance maladie et de la prévoyance professionnelle, alors qu'il s'agit également de contributions obligatoires. Pour les comparaisons internationales, il faudrait systématiquement recourir aux données OCDE, puisque le même concept de calcul est appliqué à chaque État.

2 a) L'État peut prélever trois types d'impôts (au sens large). Indiquez lesquels et expliquez ce qui les distingue les uns des autres.

Les impôts au sens le plus large sont le seul moyen pérenne pour l'État de collecter des fonds. Ceci comprend les impôts directs, les impôts indirects et les émoluments. Les impôts directs sont prélevés auprès des contribuables en fonction de critères personnels, par exemple le revenu ou la fortune. Les impôts indirects sont prélevés sur des transactions de marché au sens large, par exemple la TVA, et ne considèrent pas les critères personnels. Les émoluments sont facturés en échange d'une prestation étatique, par exemple lors de l'établissement d'un permis de conduire. Ceci les distingue des impôts qui, eux, ne reposent pas sur une prestation directe de l'État.

b) Pourquoi peut-on qualifier d'« impôt d'inflation » le financement de l'État par la création monétaire ? Expliquez également qui doit supporter la charge de cet impôt d'inflation.

Si un État se finance à travers la création monétaire, ceci conduira en principe à une inflation. Si l'inflation est supérieure au taux d'intérêt, elle va léser ceux qui épargnent de l'argent, puisque les fortunes accumulées perdent continuellement en valeur. Ces pertes de valeur sont à considérer comme un impôt (« impôt d'inflation ») sur les capitaux accumulés, que doivent payer les épargnants.

3 a) Pourquoi la taxation d'un bien dont l'offre est totalement inélastique est-elle le type d'imposition le plus efficace ?

L'imposition d'un bien résulte quasiment toujours en une perte de bien-être économique, puisque la quantité produite et consommée de ce bien se réduit par rapport à l'équilibre de marché initial. Néanmoins, si l'offre est totalement inélastique – un cas qui n'existe en principe pas en réalité – alors cet impôt n'implique aucune perte de richesse. La raison est que les offreurs ne réduisent pas la quantité offerte malgré la hausse d'impôt. Dans ce cas, ce sont les offreurs qui

portent seuls la charge d'imposition. Leur perte de rente de producteur est entièrement déviée vers l'État. Un impôt sur un bien dont l'offre est inélastique (ou sur un bien dont la demande est inélastique, voir b) ne produit pas de perte de bien-être économique; il est donc la forme d'imposition la plus efficace.

b) Quelle va être la différence en termes de bien-être par rapport à a) si l'offre est « normalement élastique » et la demande totalement inélastique ?

Lorsque la demande est totalement inélastique, l'impôt n'engendre pas non plus de perte de bien-être économique. Bien que l'impôt augmente le prix du bien, la quantité échangée reste identique par rapport à l'équilibre de marché. C'est la raison pour laquelle, avec la situation en a), il est la forme d'imposition la plus efficace.

Par rapport à la situation a), la charge d'imposition se modifie néanmoins: avec une demande totalement inélastique, ce sont les demandeurs qui portent la charge d'impôt. La perte de rente des consommateurs est entièrement déviée vers l'État.

c) Expliquez pourquoi les agents économiques (producteurs ou consommateurs) qui doivent payer un impôt à l'État en vertu de la loi ne sont pas forcément ceux qui supportent effectivement l'impôt. Citez un exemple.

Celui qui paie un impôt au sens économique n'est pas forcément celui qui paie un impôt au sens formel. Cette divergence résulte de la manière dont l'impôt est répercuté sur l'un ou l'autre versant du marché, offreur ou demandeur. Les élasticités de l'offre et de la demande sont déterminantes dans ce partage.

Un exemple sont les cotisations sociales AVS ou AI qui formellement en Suisse sont portées d'une moitié par les employeurs et de l'autre moitié par les employés. Partons du principe que l'offre de travail venant des ménages est très inélastique (les travailleuses et travailleurs ne réagissent que peu à des modifications de salaire), et que la demande de travail venant des entreprises est très élastique (l'offre de postes de travail baisse fortement lorsque les salaires augmentent, et inversement). Dans cette situation, c'est le versant non élastique du marché, c'est-à-dire les travailleuses et travailleurs, qui porte la majeure partie de l'impôt. Pourquoi? En raison de l'inélasticité de l'offre de travail, les entreprises peuvent se permettre de réduire les salaires et ainsi transférer leur part d'impôt sur le côté de l'offre de travail.

4 a) Expliquez en détail pourquoi l'endettement interne de l'État entraîne un recul des investissements privés.

Si l'État finance ses dettes par la prise de crédits dans le pays, alors celui-ci vient gonfler la demande de crédits et ainsi augmente le prix (intérêts) pour ces crédits. Des intérêts croissants renchérissent d'autant le prix des crédits pour les entreprises du pays et réduisent ainsi les investissements privés. Ce phénomène est nommé « effet d'éviction » ou « *crowding-out effect* » en anglais.

b) Expliquez comment le financement de l'activité de l'État par l'endettement externe peut conduire à ce que l'on appelle des « déficits jumeaux ».

Si l'État finance ses déficits budgétaires par la prise de crédits à l'étranger, alors les montants obtenus en monnaies étrangères (devises) doivent d'abord être changés en monnaie du pays pour pouvoir être dépensés. Cette demande croissante en monnaie indigène augmente la valeur de cette dernière, ce qui mène à une décroissance des exportations puisque les biens nationaux se renchérissent à l'étranger. Si les exportations nettes sont négatives, on parle d'un déficit commercial. Dans ce cas, ce déficit commercial s'ajoute au déficit budgétaire étatique et ils forment les fameux « déficits jumeaux ».

- 5 a) *Pour justifier le fait de financer par l'endettement les investissements à long terme, on utilise souvent l'argument selon lequel les bénéficiaires à venir apportent ainsi leur contribution par le biais des impôts. Expliquez cet argument d'un point de vue économique.*

D'un point de vue économique, l'argument se justifie jusqu'à un certain point. Par le financement de la dette, la charge de financement est effectivement répartie entre les générations. Les générations futures qui profitent également de l'investissement étatique contribuent à son financement par le paiement des intérêts de la dette. Le problème est que les générations futures ne participent pas à la décision politique ayant conduit à l'investissement, mais doivent tout de même porter les coûts résultant de l'endettement.

- b) *« Un financement public durable suppose que le budget de l'État soit toujours parfaitement équilibré. » Donnez votre avis sur cette affirmation et définissez le terme « financement public durable ».*

Un financement public durable exige que les dépenses étatiques soient couvertes par les recettes étatiques sur un terme long, c'est-à-dire au-delà d'un cycle conjoncturel. L'énoncé est ainsi faux, car un financement public durable n'exige pas que le budget de l'État soit toujours équilibré. Il exige seulement que les déficits créés lors de récessions soient couverts par les bénéfices des années fastes.

- 6 a) *Quelles sont les spécificités du système fiscal suisse ?*

Le système fiscal suisse comporte les particularités suivantes en comparaison internationale :

- Les niveaux étatiques (Confédération, cantons et communes) ont une grande autonomie fiscale. Le droit des cantons et des communes en matière de prélèvement fiscal est remarquable en comparaison internationale, conséquence du fédéralisme de la Suisse.
- Une forte proportion des impôts, supérieure à la moyenne, est prélevée par les cantons et les communes, également une expression du fédéralisme de la Suisse.
- Le taux d'imposition sur la valeur ajoutée (TVA) est particulièrement bas en comparaison européenne. Les impôts indirects – c'est-à-dire principalement la TVA – représentent seulement un tiers des entrées fiscales en Suisse. Cette proportion est très basse en comparaison internationale.

- b) *Expliquez quels sont les trois piliers de la prévoyance vieillesse en Suisse en précisant pour chacun son but, son mode de financement et son principe fondamental.*

La prévoyance vieillesse helvétique comporte les piliers suivants :

- L'AVS, le premier pilier, est une assurance sociale obligatoire et couvre les besoins existentiels. Elle est financée par le système dit de répartition et fonctionne selon le principe de solidarité.
- La prévoyance professionnelle est obligatoire pour les travailleuses et travailleurs à partir d'un certain revenu et, en tant que deuxième pilier, contribue au maintien du niveau de vie à la retraite. Elle est financée par système de capitalisation et relève tant du principe de solidarité que celui d'équivalence.
- La prévoyance individuelle est facultative et représente un complément financier à la retraite. Elle est financée par système de capitalisation et fonctionne selon le principe d'équivalence.

- c) *Quelles mesures de politique économique peuvent être prises pour tenter de relever le défi démographique auquel fait face l'AVS ?*

Le rapport entre le nombre de contributeurs et le nombre de retraités se dégradant, la question du financement de l'AVS devient préoccupante. La politique économique peut prendre certaines mesures pour répondre à ce problème :

- augmentation des cotisations AVS,
- réduction des rentes,
- augmentation de l'âge de la retraite.

D'autres facteurs jouent également un rôle que la politique économique ne peut influencer qu'indirectement :

- hausse de l'immigration, notamment des travailleurs,
- augmentation de la natalité,
- augmentation de la croissance économique.

7 *Décrivez le fonctionnement du frein à l'endettement et expliquez son rôle de stabilisateur automatique.*

Le frein à l'endettement, que la Suisse a introduit au niveau fédéral, vise un financement durable de l'État. Il implique que les dépenses fédérales doivent être couvertes à long terme – c'est-à-dire au-delà des cycles conjoncturels – par les recettes. Le frein à l'endettement est concrétisé par la règle de dépenses suivante :

$$\text{Dépenses} = \text{recettes} \times \frac{\text{PIB tendance}}{\text{PIB actuel}}$$

Les déficits budgétaires sont autorisés durant les périodes de récession. Ils doivent néanmoins être couverts par les bénéfices en période de boom. Pour cette raison, le frein à l'endettement fonctionne comme un stabilisateur automatique, vu qu'une politique fiscale expansionniste est possible en période de récession, tandis que les bénéfices doivent être atteints avec une politique fiscale plus restrictive en période de haute conjoncture.

Chapitre 9

1 a) Expliquez pourquoi la balance des paiements doit toujours être équilibrée.

La balance des paiements est toujours équilibrée car le bénéfice (ou déficit) de la balance des transactions courantes est systématiquement équivalent au déficit (ou bénéfice) du compte de capital. Un exemple simplifié permet de comprendre ces équivalences : si « la Suisse » exporte des biens, elle obtient de l'argent en monnaies étrangères (devises). Avec ces devises, il est impossible en Suisse d'acheter des biens, de payer des salaires ou des impôts, vu que les agents économiques n'y acceptent que les francs suisses. Que font alors ces exportateurs suisses avec leurs devises ainsi obtenues ?

- Une possibilité serait d'acheter des biens et des services étrangers. Correspondant à un import, ceci rééquilibrerait la balance des transactions courantes.
- Une deuxième possibilité serait d'acquérir des titres financiers ou des participations financières dans des entreprises étrangères. Correspondant à un export de capital, ceci imposerait un déficit au compte de capital. Mais ce déficit est compensé par le bénéfice de la balance des transactions courantes réalisé grâce à l'export. Au final, la balance des paiements est ramenée à l'équilibre.
- Les exportateurs peuvent également amener ces devises à la banque et les changer en francs suisses. Mais cela ne règle pas la question d'origine : que fera la banque avec ces devises étrangères ? Elle aussi peut, soit acheter des biens et services étrangers, soit investir dans des titres ou participations, ce qui nous ramène aux deux transactions décrites précédemment.

b) Qu'est-ce qui caractérise les chiffres de la balance suisse des paiements en comparaison internationale ? Citez les principales balances partielles et décrivez les rubriques les plus marquantes.

Les postes suivants de la balance des paiements sont remarquables en comparaison internationale :

- La Suisse connaît, en rapport au PIB, un fort bénéfice de la balance des transactions courantes qui équivaut à un déficit correspondant du compte de capital. Dit simplement : la Suisse « gagne » beaucoup d'argent à l'étranger par ses exportations, et investit donc beaucoup d'argent à l'étranger.
- La balance des transactions courantes de la Suisse est fortement bénéficiaire en comparaison internationale. Elle comprend notamment les services des banques et des assurances ou le tourisme.
- Par les revenus des capitaux, la Suisse reçoit énormément d'argent sous forme d'intérêts et de dividendes. Ceci est une conséquence des investissements directs et de portfolio de la Suisse à l'étranger, et produit un déficit dans les balances partielles du compte de capital « investissements directs » et « investissements de portefeuille ».

2 Qu'entend-on par fractionnement de la chaîne de valeur ?

De nombreux produits subissent plusieurs étapes de production jusqu'à leur finition. Si ces étapes sont réalisées dans différents lieux ou différents pays, on parle alors de fractionnement de la chaîne de valeur. Un smartphone par exemple est produit via de nombreuses étapes de production à travers le globe.

3 a) Expliquez le concept clé de l'avantage comparatif.

Chaque agent économique, même s'il est improductif dans l'absolu, possède des avantages comparatifs dans la production de certains biens et services. Il y a un avantage comparatif lorsque le coût d'opportunité d'un agent économique est plus bas que celui des autres agents dans la production d'un certain bien.

b) Selon vous, dans quelle production la Suisse dispose-t-elle d'un avantage comparatif et dans quelle production elle n'en a pas ?

La Suisse dispose d'une population active très bien formée. Vu que les capitaux sont également largement disponibles, les avantages comparatifs de la Suisse sont dans les services à forte valeur ajoutée comme le secteur des banques et des assurances. Dans le domaine industriel, l'avantage comparatif réside dans les processus de fabrication fortement automatisés donc gourmands en capital, tout comme dans les productions qui nécessitent un savoir-faire pointu.

La Suisse a des désavantages comparatifs dans les productions de masse qui demandent beaucoup de travail manuel, par exemple la production de T-shirts blancs, car les coûts d'opportunité seraient particulièrement hauts. Même si les entreprises Suisses étaient plus efficaces que les entreprises des pays en développement dans ce type de production, elles perdraient leurs employés au profit de branches où ces derniers pourraient produire plus de valeur et donc recevoir un salaire plus élevé.

c) De nombreux pays en développement ont longtemps suivi une stratégie fondée sur l'argumentation suivante : « Puisque nos producteurs n'ont de toute façon aucune chance face à la concurrence mondiale, mieux vaut protéger le marché domestique de la concurrence avec des droits de douane et ne s'ouvrir progressivement que lorsque les producteurs auront la taille et la compétitivité nécessaires. » Discutez cette stratégie en argumentant d'un point de vue économique.

L'affirmation « les producteurs des pays en développement n'ont aucune chance sur les marchés mondiaux » est fautive d'un point de vue économique. Chaque pays aussi pauvre soit-il dispose d'un avantage comparatif dans certains secteurs ou branches, et ces avantages ne sont pas dépendants de la force ou de la taille des entreprises indigènes comme le suggère l'énoncé. En réalité, un protectionnisme trop fort empêche les producteurs locaux de jouer leurs avantages comparatifs sur les marchés mondiaux. Ceux qui en profitent sont les branches qui effectivement sont moins compétitives au niveau international. Comme le montre la discussion au point 4.3.4 sur les changements structurels, ces mesures structurelles sont vouées à l'échec sur le long terme. La création de conditions cadres favorables en termes de stabilité juridique, sécuritaire et politique est bien plus efficace.

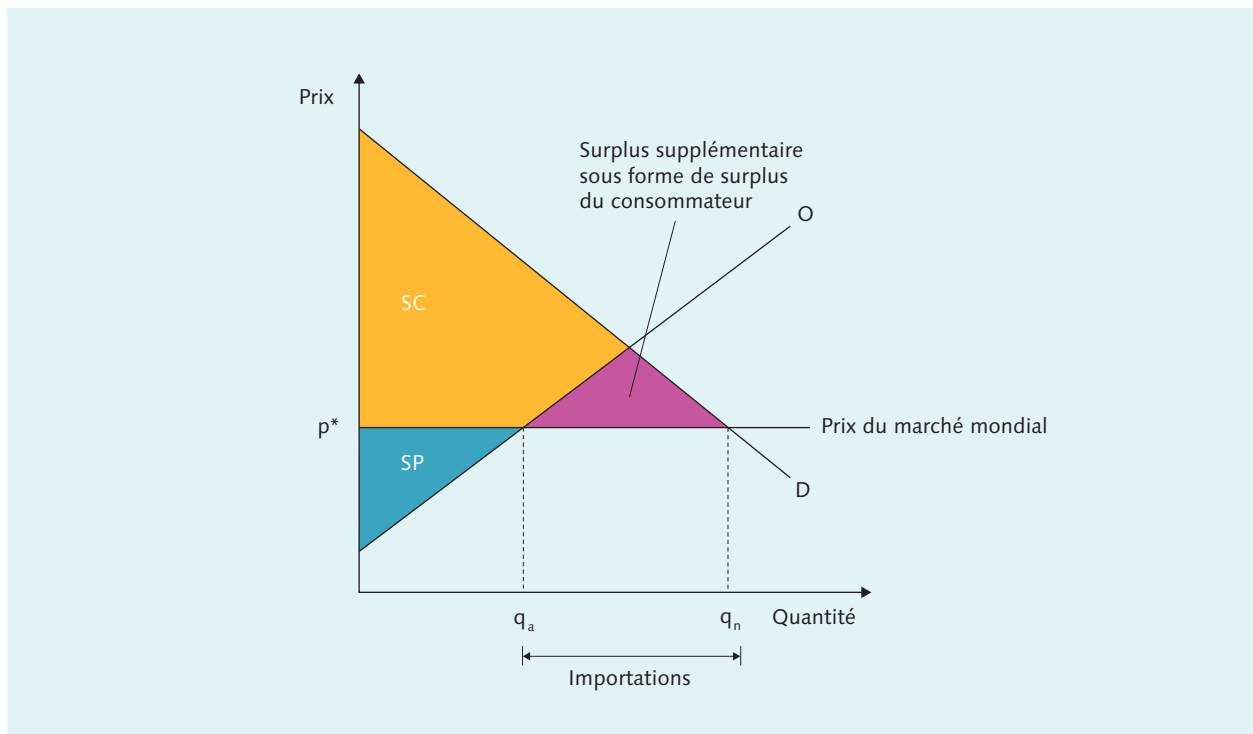
- 4 « L'ouverture économique du secteur agricole est un jeu à somme nulle : ce que les consommateurs y gagnent, les agriculteurs le perdent immédiatement en gagnant moins. »

Prenez position sur cette affirmation et argumentez en utilisant le diagramme de l'offre et de la demande.

Un élément de connaissance central des sciences économiques est que le commerce n'est jamais un jeu à somme nulle, mais amène des gains de bien-être. Ceci peut être montré à l'aide d'un diagramme de l'offre et de la demande. L'agriculture suisse a affaire à un marché mondial dont les prix se situent en dessous du prix d'équilibre suisse en autosuffisance (autarcie). Le diagramme montre qu'une ouverture du marché produit un gain en bien-être correspondant au triangle, sous forme d'un surplus du consommateur (ou rente du consommateur).

Lorsque le prix mondial p^* est en dessous du prix d'équilibre en autarcie, la consommation indigène dépasse la production indigène. Cet excédent est importé. En termes de bien-être, le surplus du producteur baisse, mais au profit du surplus du consommateur, qui croît fortement. Au total, c'est le surplus général qui croît.

Dans le cas d'une libéralisation de l'agriculture, la hausse du surplus des consommateurs suisses est plus forte que la baisse du surplus des agriculteurs suisses. Néanmoins, en raison de la différence de taille des deux groupes concernés, l'exploitation agricole individuelle est bien plus fortement touchée que le consommateur individuel.



À noter que la figure ci-dessus fait office d'une soi-disant analyse statique. C'est-à-dire que le modèle n'étudie que les conséquences à court terme d'une ouverture du marché. Une libéralisation des échanges offre également au producteur suisse l'accès à de nouveaux marchés. Selon la manière dont réagissent les producteurs aux nouveaux prix et débouchés, par exemple en promouvant les produits agricoles transformés, à haute valeur ajoutée, la libéralisation peut également avoir des répercussions positives sur leur bien-être économique.

5 Citez les avantages et les inconvénients d'un taux de change fixe.

Avantages d'un taux de change fixe :

- Le risque de variation des cours de change est éliminé, ou du moins fortement réduit.
- Grâce à une fixation du taux de change, un État peut bénéficier de la stabilité monétaire d'un autre État.

Désavantage d'un taux de change fixe :

- Un État doit renoncer à mener une politique monétaire indépendante s'il arrime son cours de change à celui d'un autre État. Cet État est ainsi contraint d'imiter la politique monétaire de l'autre État, même si cette politique est contraire à ses intérêts. Ce cas de figure peut avoir des conséquences particulièrement négatives lorsque les deux États sont dans des conjonctures économiques différentes.

6 Pourquoi les politiques ne s'engagent-ils généralement pas pour une suppression complète des barrières commerciales alors que celles-ci feraient baisser les prix et renforceraient le bien-être économique global ? Argumentez sous l'angle de la politique économique.

L'abolition des barrières commerciales (du protectionnisme) implique d'abord des décisions politiques. C'est pourquoi les perdants à court terme de la libéralisation s'organisent pour appuyer le contre dans ces décisions politiques. Parce que les perdants sont souvent un petit groupe et que ses membres individuels ont beaucoup à perdre, ils sont capables de mieux s'organiser et communiquer leur intérêt que les gagnants, qui forment un grand groupe hétérogène, comme par exemple les consommatrices et consommateurs. Et parce que les taxes douanières représentent des recettes étatiques, les politiciens ont parfois peu intérêt à s'engager pour un affaiblissement des barrières douanières.

7 a) Pourquoi le bilatéralisme et l'intégration régionale sont-ils a priori contraires aux principes de l'OMC?

Un pilier central de l'OMC est le « traitement de la nation la plus favorisée ». D'après ce principe, la suppression d'une barrière commerciale vis-à-vis d'un membre de l'OMC doit simultanément être appliquée pour les autres membres. Le bilatéralisme et l'intégration régionale sont donc contraires à ce principe, puisque leur objectif est de libéraliser les échanges uniquement entre leurs États-membres. C'est la raison pour laquelle les lignes directrices de l'OMC prévoient certaines exceptions au principe de « traitement de la nation la plus favorisée » pour permettre la conclusion d'accords bilatéraux et régionaux entre les États.

b) L'intégration régionale a-t-elle toujours un impact positif sur le bien-être? Expliquez.

L'intégration régionale a deux effets sur le bien-être économique :

- Un effet positif: la libéralisation produit des échanges supplémentaires avec une augmentation correspondante du bien-être économique
- Un effet négatif: l'échange n'étant libéralisé qu'avec certains États choisis, il se peut que les États ne perçoivent plus les produits de la part des producteurs mondiaux les plus performants, mais seulement de la part de ceux au niveau régional. Cette distorsion a des effets négatifs sur le bien-être économique. Si l'effet négatif de cette redirection des échanges est plus fort que l'effet de création des échanges – ce qui est tout de même un scénario invraisemblable – alors les intégrations régionales peuvent même avoir des répercussions négatives sur le bien-être économique.

c) Citez les cinq formes d'intégration économique et décrivez leurs principales caractéristiques.

Ce tableau montre les cinq formes d'intégration économique et définit leurs principales caractéristiques.

	Pas de droits de douane entre pays membres	Droits de douane communs pour les pays tiers	Mobilité des facteurs de production	Monnaie commune	Politique économique commune
Zone de libre-échange	×				
Union douanière	×	×			
Marché unique	×	×	×		
Union monétaire	×	×	×	×	
Union économique totale	×	×	×	×	×

- 8 a) Prenez position sur l'affirmation suivante : « L'objectif de la politique économique extérieure devrait être de promouvoir les exportations et de limiter les importations, puisque les importations sont déduites du PIB. »

Une promotion unilatérale des exportations n'est pas bénéfique en termes de bien-être économique. Car les importations ne se laissent juguler que par des barrières commerciales, qui réduisent le bien-être économique. Bien que les importations soient déduites des exportations dans le calcul du PIB, la formule « exportations = bien » et « importations = mal » n'est pas correcte, car ces deux mesures ne peuvent être considérées séparément. Une croissance des exportations va en réalité toujours de pair avec une croissance des importations, puisque les entreprises importent de nombreux intrants et matières premières pour leurs productions destinées à l'export. De plus, des exportations croissantes amènent des devises qui sont partiellement réaffectées à l'achat de biens importés.

- b) Indiquez les trois grands axes de la politique économique extérieure de la Suisse.

La politique de commerce extérieur de la Suisse repose sur trois axes :

- Promotion des exportations par l'ouverture de marchés étrangers ;
- Promotion des importations par la suppression de barrières commerciales ;
- Promotion de l'intégration d'un maximum d'États dans la division du travail mondiale.